

EUROPE DIPLOMATIE & DEFENSE

LE BULLETIN DE L'AGENCE EUROPE SUR LA PSDC ET L'OTAN

Publication bihebdomadaire

N° 802
11 juin 2015

UE/YEMEN : L'UE SALUE L'ANNONCE DE NÉGOCIATIONS ENTRE LES PARTIES YÉMÉNITES À GENÈVE

Bruxelles, 10/06/2015 (EDD) – L'UE a salué, mardi 9 juin, l'annonce par les Nations unies de l'ouverture de négociations, le 14 juin à Genève, entre les principaux partis yéménites. « Cette étape positive peut permettre le retour d'un règlement politique sur de larges bases au cœur des efforts internationaux tendant à une solution durable à la crise actuelle au Yémen, après la conférence qui a eu lieu à Ryad du 17 au 19 mai. L'UE soutient pleinement les efforts de l'envoyé spécial des Nations unies pour le Yémen, Ismail Ould Sheikh Ahmed visant à relancer des négociations politiques inclusives, conformément à l'initiative du Conseil de Coopération du Golfe, aux résultats de la Conférence du Dialogue national et aux résolutions pertinentes du conseil de sécurité des Nations unies. Si toutes les parties s'y engagent sans pré-conditions et de bonne foi, les négociations de Genève peuvent être un jalon sur la voie vers une solution politique. Les négociations seront aussi clef pour une reprise rapide d'un cessez-le-feu humanitaire prédictible et durable et la fourniture urgente d'aide humanitaire conformément aux principes d'impartialité, de neutralité et d'indépendance », indique un communiqué du porte-parole du Haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

UE/MÉDITERRANÉE : 10/06/2015 (EDD) - Le comité politique et de sécurité a apporté dès mardi 9 juin une réponse à l'une des questions importantes encore ouvertes concernant la future opération navale en Méditerranée chargée de lutter contre les trafiquants de migrants (EDD 801). Les représentants des Etats membres de l'Union européenne ont confirmé le principe de non refoulement des migrants qui seraient pris en charge, principalement lors d'opérations de sauvetage en mer, mais aussi, le cas échéant, d'inspection ou d'arraisonnement d'embarcations suspectes par les navires participant à l'opération militaire européenne. Ils sont aussi convenus que ce sont les mêmes règles que celles de l'opération Triton qui s'appliqueront en ce qui concerne le débarquement des migrants. Celui-ci aura donc lieu en principe en Italie ou en cas d'urgence et de proximité immédiate à Malte. La coordination de ces activités de sauvetage et de débarquement se fera avec l'appui de l'agence FRONTEX. Ce point a été ajouté à l'ordre du jour de la réunion de mardi à la demande du président du comité militaire, le général Patrick de Rousiers afin de faciliter la planification de l'opération et la génération de forces. Une incertitude concernant l'accueil des migrants aurait en effet pu peser sur le niveau de participation des marines nationales, en particulier celles des Etats membres non riverains de la Méditerranée, à la future opération EUNAVFOR Méditerranée.

OTAN/MONTENEGRO: 10/06/2015 (EDD) – Le secrétaire général de l'OTAN, Jens Stoltenberg, s'est rendu au Monténégro, mercredi 10 juin, pour une visite de deux jours. Il y rencontre le président, Filip Vujanovic, le président du Parlement, Ranko Krivokapic, le Premier ministre, Milo Djukanovic, le vice-premier ministre chargé du système politique ainsi que de la politique étrangère et intérieure, Dusko Markovic, le ministre des Affaires étrangères et de l'intégration européenne, Igor Luksic, ainsi que le ministre de la Défense, Milica Pejanovic Djuricic. Les ministres alliés des Affaires étrangères prendront la décision au début du mois de décembre si le Monténégro doit être invité à adhérer à l'OTAN.

1 L'UE salue l'annonce de négociations entre les parties yéménites à Genève

2 Carte blanche à Karl von Wogau

3 Le Parlement européen demande un réexamen des relations de l'UE avec la Russie

4 L'OTAN teste de nouvelles technologies pour améliorer son efficacité énergétique

5 L'Allemagne envisage d'acquérir le système de missiles sol-air MEADS

L'opinion publique occidentale demeure largement pacifiste



Éditeur responsable : Ferdinando Riccardi

Rédacteur en chef : Olivier Jehin

Rédaction :
Jan Kordys - Camille-Cerise Gessant

Éditions de l'AGENCE EUROPE
Rue de la Gare 36
B-1040 Bruxelles
Tél. +32.2.737.94.94
Fax +32.2.736.37.00
www.agenceurope.com

Imprimé à 1040 Bruxelles par
Imprimerie de l'Europe S.A.

Bureau de dépôt Bruxelles X
© AGENCE EUROPE

Carte blanche

La coopération structurée permanente et les corps multinationaux

Par Karl von Wogau*

Une future Union européenne de défense devrait être construite à partir des corps multinationaux qui existent déjà à Strasbourg, Czesecin et Münster. Le premier, appelé Eurocorps, réunit des troupes de France, Allemagne, Belgique, Espagne et Luxembourg, en vue de servir aussi bien à des missions de l'Union européenne que de l'OTAN. Le corps nord-est à Czesecin comprend des milliers d'Allemagne, de Pologne et du Danemark et est dédié à l'OTAN. A Münster, le corps d'armée germano-néerlandais est lui aussi certifié comme quartier général de forces de réaction rapide pour l'OTAN. Toutes ces structures ont prouvé leur valeur en développant une culture multinationale, l'entraînement et l'interopérabilité, mais leurs capacités n'ont pas encore été utilisées de façon adéquate au bénéfice de l'Union européenne.

Faire un grand pas en avant vers la défense commune, comme l'envisage le traité, nécessite une forte volonté politique et un réel changement d'état d'esprit. Il y a peu de chance d'y parvenir à 27. Aussi devrait-on envisager la possibilité de débiter avec un plus petit groupe d'Etats membres, tout en gardant à l'esprit que ce groupe restera ouvert à la participation de nouveaux arrivants pour autant que ceux-ci veuillent et soient capables de rejoindre les pionniers. C'est exactement ce que le traité a prévu au travers de l'établissement de ce qu'il nomme la coopération structurée permanente.

Les progrès dans l'Union européenne se sont toujours produits autour de symboles visibles : le marché intérieur avec l'ouverture des frontières ou l'Union monétaire autour de l'euro. La coopération structurée permanente sans but visible serait comme Hamlet sans le prince. C'est pourquoi les corps multinationaux et le développement de leurs capacités doivent être au cœur de nos efforts à venir.

L'idée récemment discutée concernant le développement de capacités autour de l'Allemagne, la France et éventuellement d'autres nations qui développeraient toutes les capacités nécessaires à l'autonomie d'action, en laissant la possibilité à de plus petites nations de se joindre à leurs efforts (« anlehnungspartnerschaften ») constituerait en réalité un retour en arrière. Il est illusoire d'espérer qu'une nation européenne puisse encore à elle seule être capable de développer l'ensemble des capacités et cela nous éloignerait du nécessaire effort commun européen.

Nous devons accepter que la politique de sécurité et de défense commune progresse sur la base de deux vitesses différentes. Toutefois, il y a beaucoup de choses qui peuvent être acceptées par tous les Etats membres, y compris le Royaume-Uni. A titre d'exemple, je citerais le développement du marché intérieur pour les biens de défense. Nous avons vu que l'adoption de législation européenne concernant les acquisitions de défense et le transfert de produits de défense entre les Etats membres s'est faite avec le soutien du Royaume-Uni.

D'autres projets comme l'Eurodrone avancent sur la base d'accords entre Etats membres. Mais nous ne devons pas commettre l'erreur de croire qu'ils pourront voler sans l'implication de l'Europe. Les administrations nationales n'aiment pas impliquer les institutions européennes dans les projets relatifs aux équipements de défense. Mais en Allemagne, l'administration de la défense a appris de façon coûteuse qu'il n'était pas possible d'utiliser des drones comme les Eurohawk dans l'espace aérien européen si l'on n'implique pas les autorités européennes depuis le début.

L'Union européenne devrait donc concentrer ses efforts sur des projets pour lesquels le recours à des instruments de l'UE n'est pas seulement utile mais absolument nécessaire. Cela concerne la certification des drones et leur admission dans l'espace aérien européen ainsi que les aspects qui relèvent de la sécurité en ce qui concerne les projets européens de navigation, d'observation et de télécommunication par satellites. Des projets tels que Galileo, Copernicus et d'autres peuvent être financés à partir du budget de l'Union européenne.

D'une réunion du Conseil européen à l'autre, de nouveaux progrès peuvent être réalisés en matière de standardisation, de certification, de capacités spatiales, de sécurité d'approvisionnement, de recherche et en ce qui concerne les projets dits de mutualisation et de partage. Il nous faut cependant dépasser cette démarche pas à pas et ouvrir la voie à une coopération plus substantielle et de long terme. Autrement dit, nous devons réfléchir à la manière d'avancer avec une coopération structurée permanente couvrant tous les aspects de la planification, du développement et de l'acquisition des capacités. Les corps multinationaux pourraient parfaitement trouver leur place dans ce cadre et être ainsi adaptés à un environnement de sécurité devenu bien plus exigeant et qui requiert des forces robustes, agiles et rapidement déployables pour la défense territoriale, en application de l'assistance mutuelle et en pleine complémentarité avec l'OTAN, comme pour l'ensemble du spectre de la gestion de crises.

UE/RUSSIE : LE PARLEMENT EUROPÉEN DEMANDE UN RÉEXAMEN DES RELATIONS DE L'UE AVEC LA RUSSIE

Strasbourg, 10/06/2015 (EDD) – Le Parlement européen a appelé, mercredi 10 juin, l'Union européenne à « réévaluer de manière critique ses relations avec la Russie », en adoptant le rapport de Gabrielius Landsbergis (PPE, lituanien) sur l'état des relations entre l'UE et la Russie. Si le rapport Landsbergis a obtenu un très large soutien avec 494 voix pour, 135 contre et 69 abstentions, ce vote confirme une ligne de fracture claire entre les groupes politiques : le PPE, l'ADLE, le S&D et les Verts ont soutenu la résolution alors que les groupes EFDD, GUE et les non-inscrits, essentiellement l'extrême-droite, ont eux voté contre.

Selon le Parlement, l'Union ne peut envisager de reprendre le cours normal de ses relations avec la Russie et celle-ci ne peut plus être « traitée ou considérée » comme un « partenaire stratégique ». Si la très grande majorité des députés ont été favorables au retrait de ce 'statut' lors des votes (500 députés pour 119 contre et 75 abstentions), les non-inscrits, l'EFDD et la GUE y étaient opposés. « *Les relations entre l'UE et la Russie doivent désormais reposer sur le respect du droit international et sur un dialogue, dans le cadre duquel l'UE serait prête à reprendre et relancer la coopération avec les autorités russes dans un certain nombre de domaines spécifiques présentant un intérêt commun* », explique le Parlement. La reprise de la coopération est cependant soumise à de nombreuses conditions, dont le respect par la Russie de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Ukraine, « dont la Crimée », une précision une fois de plus non soutenue par l'extrême-droite et autres populistes, la gauche radicale et l'EFDD.

Le passage de la résolution qui porte sur le financement des partis politiques de l'Union européenne par des sources étrangères (le Front national français a notamment bénéficié d'importants financements d'origine russe) a été affaibli avec l'approbation de tous, mis à part l'EFDD qui s'est montré très divisé (17 pour l'amendement oral et 23 contre). Alors que le rapporteur souhaitait que les députés demandent à la Commission européenne de proposer une législation interdisant le financement de partis politiques de l'UE par des acteurs politiques et économiques extérieurs à l'Union, les députés ont finalement opté pour que la Commission propose une législation « *assurant la pleine transparence du financement politique et le financement des partis politiques dans l'UE en lien avec la recommandation du conseil de l'Europe en ce qui concerne, en particulier, les parties prenantes économiques ou politiques en dehors de l'UE* ».

« *Ce qui est le plus important dans la relation avec la Russie c'est la cohérence, la constance dans nos actions et être unis* », a expliqué, au nom du PPE, l'élus polonais Jacek Saryusz-Wolski, lors du débat en plénière mardi 9 juin. Et de souligner que dans le contexte actuel, « *les sanctions sont la meilleure réponse pour la politique agressive de la Russie* ». « *Le S&D souhaite renforcer le dialogue, la diplomatie, dont la diplomatie parlementaire* », a expliqué, pour ce groupe, la Finlandaise Liisa Jaakonsaari. Tout en soulignant que les sanctions restent indispensables et qu'on peut, le cas échéant, renforcer les sanctions, elle a estimé que « *si nous continuons à nous pointer du doigt les uns ou autres, si nous n'ouvrons pas de nouvelles perspectives, la spirale n'ira qu'en s'aggravant* ». « *La clé de voûte sera le respect à nouveau du droit international par la Russie* », a affirmé le libéral néerlandais Johannes Van Baalen en insistant sur la restitution de la Crimée à l'Ukraine et la mise en œuvre effective des accords de Minsk. « *Il faut être dur face à Poutine, mais il faut poursuivre la coopération avec la société civile russe ; beaucoup de Russes veulent la paix. Cela prendra beaucoup de temps. (...) Il faut être dur, ne pas céder et laisser le temps faire son œuvre* », a-t-il ajouté. Pour la conservatrice polonaise Ana Fotyga, « *la Russie essaie d'étendre son influence dans le monde et cela se traduit par une politique agressive* ». « *Nous voulons maintenir le dialogue, être amicaux, mais il ne faut pas se leurrer ; il faut savoir de quelle Russie on parle* », a-t-elle ajouté. « *Il est très important qu'il y ait un changement de la donne et que l'on prenne acte de l'importance du 'soft power' et ne pas s'engager dans une politique de puissance* », a répliqué la verte allemande Rebecca Harms. « *Il faut une solution diplomatique fondée sur le 'soft power' mais on ne le dit pas* », a confirmé l'Italien Fabio Castaldo, pour l'EFDD, qui a aussi appelé à la fin d'une « *application opportuniste* » de la politique étrangère de l'UE, « *en fonction de la realpolitik, des enjeux politiques à atteindre* ».

La GUE et les non inscrits ont, eux, montré leur opposition au rapport Landsbergis. « *Les relations UE/Russie sont paralysées depuis un certain temps. Pour changer le processus, il faut la confiance plutôt, que la politique de puissance, l'empathie plutôt qu'un enfumage politique, une forme de coopération plutôt qu'une escalade ou une forme d'exclusion* », a dit l'élus allemand de Die Linke Helmut Scholz en déplorant que le rapport « *ne cherche pas de solution, ni une sortie de cette impasse, mais à discipliner un gouvernement* ». Quant à l'élus du Front national français Aymeric Chauprade, il a assimilé les députés qui soutiennent la politique de sanctions à l'égard de la Russie à des partisans de la guerre.

**OTAN/DÉFENSE: L'OTAN TESTE DE NOUVELLES
TECHNOLOGIES POUR AMÉLIORER SON EFFICACITÉ
ÉNERGÉTIQUE**

Bruxelles, 10/06/2015 (EDD) - L'OTAN mettra à l'essai plus d'une cinquantaine de nouveaux équipements afin d'améliorer l'efficacité énergétique de ses forces armées à l'occasion de l'exercice *Capable Logistician 2015*, qui se déroule en Hongrie du 8 au 19 juin au centre d'entraînement au combat de Bakony, à proximité de Veszprem, en Hongrie. Pour la première fois, le principe de l'« énergie intelligente » est appliqué à plusieurs unités logistiques et les acteurs privés sont pleinement intégrés en tant que participants.

Au cours de cet exercice, auquel participe 1 700 soldats, l'OTAN mettra à l'essai « *une série de solutions énergétiques éco-efficaces destinées à réduire les coûts* », indique un communiqué. Ces solutions, qui sont fournies par 14 sociétés privées et deux organismes publics, touchent surtout à des technologies comme des micro-réseaux électriques destinés à améliorer la gestion énergétique d'un camp (un système informatique se charge d'une gestion optimale de l'énergie provenant de différentes sources), les sources d'énergie renouvelables, comme l'énergie éolienne ou solaire, l'isolation thermique, les technologies de purification de l'eau à faible consommation d'énergie, l'éclairage LED, et les petites piles à combustible portatives pour les soldats.

Un des objectifs est de valider des technologies permettant de réduire la consommation de carburant des troupes déployées dans le cadre d'opérations militaires. L'exercice en Hongrie essayera ainsi de confirmer des expériences récentes qui ont montré qu'en recourant à des micro-réseaux électriques pour la gestion de l'énergie, la consommation en diesel peut diminuer jusqu'à plus de 50%. L'exercice repose sur divers scénarios consistant notamment à réagir à des coupures de courant, à des contaminations de l'eau et du gazole et à des pannes de générateurs. Une trentaine d'experts d'organismes de défense et d'instituts de recherche y participent à travers des ateliers de travail dans le cadre du programme de l'OTAN pour la science au service de la paix et de la sécurité.

OTAN/DEFENSE: 10/06/2015 (EDD) – Afin de participer à des exercices de l'OTAN, les Etats-Unis ont déployé au Royaume-Uni (à la base RAF Fairford) trois bombardiers stratégiques subsoniques à réaction et à long rayon d'action B-52, vendredi 5 juin, puis deux bombardiers furtifs B-2 Spirit, dimanche 7 juin. Ces derniers, dont les visites en Europe sont plutôt rares, ont effectué des exercices de réapprovisionnement rapide avec les moteurs allumés. L'objectif est de démontrer la « *capacité de l'avion à assurer un déploiement stratégique et une dissuasion conventionnelle et nucléaire partout et à tout moment* », a indiqué l'armée de l'Air américaine, dans un communiqué. Quant aux B-52, ils participent aux exercices lancés sur le flanc est de l'Europe (EDD 800), BALTOPS en mer Baltique et Saber Strike 15 en Pologne et dans les pays baltes, afin de démontrer « *la capacité de frappe globale et de longue portée des Etats-Unis* ».

OTAN/ROYAUME-UNI : 10/06/2015 (EDD) – Le Royaume-Uni va déployer 500 soldats de plus qu'initialement prévue pour la VJTF (ou « fer de lance ») de la force de réaction de l'OTAN (NRF) à partir de 2016, portant la contribution britannique à 3000 soldats, a annoncé le secrétaire à la Défense, Michael Fallon, lundi 8 juin. « *Ces 500 soldats supplémentaires témoignent de notre engagement envers cette force (car) nous mettrons les troupes les plus expérimentées et les plus compétentes au cœur de la défense collective de l'OTAN* », a-t-il dit au Parlement britannique. « *De bons progrès sont réalisés dans la mise en place de cette nouvelle force pour s'assurer qu'elle sera prête à fonctionner l'année prochaine. Le Royaume-Uni participera avec un groupement tactique complet à la VJTF dirigée par l'Espagne (2016) et nous assurerons le rôle de nation-cadre pour cette force qui sera pleinement opérationnelle en 2017* », a-t-il ajouté. Le Royaume-Uni contribue déjà à la VJTF intérimaire, avec des unités d'infanterie, des unités blindés, et des régiments d'artillerie et du génie.

RUSSIE/ÉGYPTE : 10/06/2015 (EDD) - La Russie et l'Egypte ont entamé, mercredi 10 juin, des exercices militaires navals conjoints en mer Méditerranée, qui doivent durer jusqu'à dimanche, a annoncé la marine russe. « *Ce matin, des navires de la marine russe et égyptienne (...) ont quitté le port d'Alexandrie* », a déclaré aux agences de presse russes le capitaine Viatcheslav Troukhatchev, porte-parole de la flotte russe de la mer Noire. « *Au cours des prochains jours, les navires des deux flottes mèneront des exercices de défense antiaérienne, de recherche et de sauvetage d'un bateau en difficulté et de recherche de navires suspects* », a-t-il détaillé, selon l'AFP. Le croiseur lance-missiles Moskva, navire-amiral de la flotte russe de la mer Noire, prend part à ces exercices, de même qu'un bâtiment de débarquement, un bateau lance-missile et un pétrolier ravitailleur de la marine russe. L'Egypte a pour sa part déployé deux frégates, deux bateaux lance-missile et un pétrolier ravitailleur. Ces manoeuvres navales, baptisés « Pont de l'amitié 2015 », sont les premiers exercices militaires conjoints entre la Russie et l'Egypte.

ALLEMAGNE/DÉFENSE: L'ALLEMAGNE ENVISAGE D'ACQUÉRIR LE SYSTÈME DE MISSILES SOL-AIR MEADS

Bruxelles, 10/06/2015 (EDD) – Selon une annonce officielle faite à Berlin, mardi 9 juin, l'Allemagne pourrait devenir le premier pays à se doter du système de missiles sol-air MEADS (*Medium Extended Air Defense System*) construit par le missilier européen MBDA et l'américain Lockheed Martin. La décision d'achat n'est pas encore définitive, des négociations devant encore avoir lieu, mais la valeur du contrat est déjà estimée à 3 voire 4 milliards d'euros.

Berlin n'a finalement pas fait le même choix que Varsovie. Le gouvernement polonais avait en effet annoncé, fin avril, vouloir acquérir huit batteries de missile Patriot de l'américain Raytheon (EDD 788). La société américaine avait également proposé à l'Allemagne ses Patriot modernisés, en remplacement des Patriot dont est actuellement équipée la Bundeswehr. Avec l'annonce du choix de MBDA, qui est un consortium réunissant Airbus Group, Finmeccanica et BAE Systems, Berlin peut désormais ouvrir la phase de négociation exclusive pour passer de la phase de développement à celle d'industrialisation.

Le système MEADS était initialement destiné à remplacer les Patriot. Le projet a été lancé en 2004 conjointement par les États-Unis, l'Italie et l'Allemagne, qui ont investi environ 4 milliards d'euros, avec comme gestionnaire une agence spéciale de l'OTAN (NAMEADSMA). En 2012, Washington s'est toutefois retiré du projet en évoquant le besoin de réaliser des coupes dans son budget de la défense. Le système MEADS n'a encore jamais trouvé d'acquéreur, mais après l'Allemagne, l'Italie voire les Pays-Bas, qui disposent aussi de batteries Patriot, pourraient faire le même choix, selon certaines sources. L'Italie est cependant engagée avec la France dans le programme Samp/T.

Se félicitant du choix de Berlin, Lockheed Martin a tenu à vanter les qualités du système qu'il co-développe : « *MEADS est le premier système de défense aérienne et antimissile à réaliser une double interception de cibles qui attaquent simultanément de directions opposées. MEADS est conçu pour réduire de façon significative les coûts d'exploitation et de soutien en couvrant une zone plus vaste avec moins de personnel et d'équipement, tout en étant moins exigeant en transport aérien. Une fois sur le théâtre d'opérations, MEADS se déploie plus rapidement et peut être repositionné sans que le système cesse de fonctionner* ».

La ministre allemande de la Défense Ursula von der Leyen a affirmé, mardi, que l'Allemagne prévoit de mettre en place des contrôles et des jalons spécifiques dans la mise en oeuvre de cette acquisition. Si le groupe MBDA ne parvient pas à atteindre ces objectifs, l'Allemagne pourrait encore annuler le contrat et opter pour les Patriot de Raytheon, a-t-elle dit, a rapporté *Reuters*. Elle a tenu ainsi à répondre aux critiques qui se sont fait entendre en Allemagne au sujet de la fiabilité de MEADS et du coût financier de cette acquisition.

OTAN/RUSSIE/UKRAINE : L'OPINION PUBLIQUE OCCIDENTALE DEMEURE LARGEMENT PACIFISTE

Bruxelles, 10/06/2015 (EDD) - Une majorité de citoyens de huit pays de l'OTAN est hostile à l'envoi d'armes à l'Ukraine pour lutter contre les séparatistes pro-Russie, même si ces opinions publiques jugent que la Russie est le principal responsable du conflit qui déchire l'Est ukrainien, selon une étude publiée mercredi 10 juin.

D'après les résultats de cette grande enquête d'opinion réalisée par l'institut américain Pew Research Center, une majorité de personnes interrogées estime également que l'OTAN ne devrait pas avoir recours à la force militaire si la Russie attaquait un autre Etat membre de cette organisation. 48% des personnes interrogées dans les huit pays (sur vingt-huit) qui faisaient l'objet de l'étude sont favorables à l'usage de la force en application de l'article 5. 42% sont contre une réponse militaire pour défendre un pays allié. Sans surprise, le taux le plus élevé d'opinions favorables à l'application de l'article 5 se trouve aux Etats-Unis (56%) et le plus bas en Allemagne (38%).

Selon un chiffre médian, seulement 41% des personnes interrogées dans les huit pays concernés (Etats-Unis, Canada, Italie, France, Royaume-Uni, Allemagne, Espagne et Pologne) sont favorables à ce que l'OTAN fournisse des armes aux forces gouvernementales ukrainiennes. 70% des répondants préfèrent l'octroi d'une aide économique occidentale à l'Ukraine. Respectivement 50% des Polonais interrogés, 46% des Américains et 40% des Français sont pour l'envoi d'équipements de défense à Kiev. Ils ne sont que 19% en Allemagne et 22% en Italie à être du même avis.

Selon la même enquête, 57% des citoyens des pays concernés sont pour une adhésion de l'Ukraine à l'organisation. La moitié des personnes interrogées sont favorables à ce que l'Ukraine devienne un jour membre de l'Union européenne.

Outre la première partie de cette vaste étude d'opinion consacrée aux huit pays de l'OTAN, deux autres chapitres sondent les opinions publiques en Ukraine et en Russie, précise l'*AFP*. L'enquête a été conduite dans ces dix pays auprès de 11 116 personnes majeures interrogées au téléphone ou de visu entre le 6 avril et le 15 mai, selon Pew.